



ESSAHRAA
THINK TANK

مركز الصحراء للدراسات والاستشارات

Appréciation d'une position

LE PUTSCH DU NIGER...

CONTEXTES INTERNES ET POSITIONS EXTERNES



JUILLET
2023

Introduction :

Le désaccord entre le président Mohamed Bazoum et sa garde présidentielle consécutif à la fuite d'informations selon lesquelles, le premier a l'intention de limoger le commandant de la garde présidentielle paraît être le principal mobile du coup d'État au Niger. Toutefois cette explication n'est semble-t-il pas la seule raison qui justifie réellement le putsch, eu égard aux indiscretions constantes antérieures qui évoquaient la possibilité de renversement de Bazoum dans une région devenue très convoitée par l'institution militaire - en particulier la deuxième génération – qui est ouverte au pouvoir, avec le recul de la carte de la pression internationale sur les putschistes dans la sous-région et du fait de l'entrée d'acteurs majeurs devenus un pôle d'équilibre dans les positions et la protection.

L'appréciation traite des causes et des mobiles du putsch en cours, avec un suivi des efforts déployés pour contenir le coup d'Etat, avant de présenter une lecture prospective de ses effets sur le reste des pays de la région, dont la Mauritanie, à travers les angles suivants :

I : Un président dans le collimateur des tentatives de putsch

II : Un coup d'État de type ancien

III : La position extérieure sur le putsch.

IV : la Mauritanie et la contagion des crises ?

I : Un président dans le collimateur des tentatives de putsch

Il n'était pas surprenant pour de nombreux observateurs que l'armée ait pris le pouvoir au Niger, en raison de la corruption, de la mauvaise gouvernance, de la dilution de la vie politique et du contrôle du pouvoir sur le déroulement du processus démocratique selon ses désirs, la frustration liée à la situation sécuritaire en plus des attaques régulières et meurtrières menées contre le pays par des groupes djihadistes liés à Al-Qaïda et à l'État islamique.

Le court règne de Bazoum a vu plusieurs tentatives de coup d'État, dont un a eu lieu deux jours avant qu'il ne prête serment en sa qualité de nouveau dirigeant du Niger. En effet, les autorités du pays avaient annoncé le 30 mars 2021, l'arrestation de plusieurs personnes après une prétendue tentative de renversement du régime. Le cerveau de l'opération, le capitaine de l'armée de l'air Sani Gourouza, avait été arrêté au Bénin voisin et remis aux autorités nigérianes.

Les autorités du pays avaient arrêté aussi en avril 2022, l'ancien ministre de l'Intérieur pendant la période de transition (2010-2011), Osman Cissé pour son implication dans ce qui serait une tentative de coup d'État. En mars de cette même année, les autorités du pays ont annoncé des interpellations liées à un coup d'État déjoué, alors que le président Bazoum se trouvait en Turquie.

Ces tentatives de coup d'État montrent bel et bien, qu'en dépit de sa récente élection, le pouvoir du président Bazoum n'était pas stable, pour plusieurs facteurs, notamment :

👉 **Le fait de se jeter dans l'étreinte française** : le Niger est considéré comme le pays le plus fondamental pour la France en termes d'importance stratégique. C'est d'autant plus vrai que lorsque la France a retiré la force « Barkhane » du Mali, le Niger était le nouveau refuge pour les opérations militaires françaises dans la région. En plus de cela, Bazoum paraît comme étant le fidèle et tolérant des politiques françaises dans la région, comme il était l'un des rares dirigeants à avoir engagé des batailles médiatiques avec les dirigeants militaires maliens après leur différend avec Paris.

↳ **L'échec de l'approche sécuritaire face au terrorisme :**

Bazoum n'a pas réussi à développer une stratégie sécuritaire pour limiter les menaces croissantes des groupes armés. Ainsi l'échec sécuritaire est devenu un prétexte à des coups d'État dans la région, surtout que l'institution militaire estime avoir le droit et la compétence de gérer les affaires dans ces circonstances et contextes.

↳ **Tentative de désengagement du régime de son prédécesseur :** Bazoum a cherché à se débarrasser de l'héritage de son prédécesseur, Mahamadou Issoufou, qui l'a porté au pouvoir, malgré sa déclaration de poursuivre sa démarche. Cependant, Bazoum était enchaîné, puisque l'actuelle garde présidentielle l'avait précédé dans le sérail. Plusieurs sources au Niger affirment par ailleurs que c'est cette même garde présidentielle qui avait été imposée à Mohamed Bazoum, alors que l'influence de la garde présidentielle proche de l'ancien président Issoufou était très forte, d'où le sentiment général d'un Niger dirigé par deux présidents. Lorsque Bazoum a finalement tenté de changer cette image en se débarrassant du commandant de la garde présidentielle, ce dernier a refusé et l'a destitué avec le soutien ultérieur de l'armée.

II : Un coup d'État de type ancien

C'est seulement, après deux jours de confusion et d'incertitude sur l'identité de celui qui dirigera la période de transition, que l'imbroglio es tranché et que le Général Abdourahmane Tchiani est apparu à la télévision, se présentant comme le chef du Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP).

Le Général Abdourahmane Tchiani connu sous le nom d'Omar, né au début des années soixante, avait rejoint l'armée en 1984 et avait reçu sa formation militaire à l'école militaire d'infanterie de Thiès au Sénégal. Il avait également reçu plusieurs formations dans d'autres Etats au cours de sa carrière militaire, qualifiée de régulière.

Mais il a aussi remporté des succès lors de son travail sur le terrain, car il a servi dans de nombreuses régions du pays, atteignant le poste de commandant de la gendarmerie nationale. Il devient en 2010, commandant de la troisième région militaire, avec le grade de colonel.

Il a été convoqué par le président Mahamadou Issoufou après son élection en 2011, afin de travailler avec lui comme escorte militaire dans un premier temps, avant de le charger de former et de commander la garde présidentielle, lui donnant tous les moyens de constituer une force militaire d'élite avec un haut niveau d'entraînement et d'armement.

Mohamed Bazoum a maintenu Tchiani à la tête de la garde présidentielle, et lui a même décerné une médaille il y a des mois. De blanc vêtu, il s'est adressé aussi à lui lors de sa cérémonie d'investiture en disant pour le remercier pour sa fidélité : « Général de brigade Tchiani Abdourahamane, chef de corps de la garde présidentielle du Niger, vous avez su gravir tous les échelons de commandement des forces armées nigériennes, des unités élémentaires aux zones de défense. Toutes ses responsabilités, vous les avez assumées pleinement et avec un esprit de dévouement, d'abnégation, de disponibilité et de loyalisme... »

Cependant, Tchiani n'a pas maintenu sa loyauté envers Bazoum lorsqu'il a appris qu'il prévoyait de le virer de son poste, grâce auquel, il a acquis beaucoup de pouvoir et d'influence au cours des dernières années, surtout après avoir déjoué de nombreuses tentatives de coup d'État, dont au moins deux, au cours des deux années du règne de Bazoum.

Les relations entre les deux hommes, qui ne manquaient pas de complexité, se sont cependant détériorées rapidement au cours des derniers mois, notamment avec les fréquentes informations évoquant l'intention de Bazoum de révoquer Tchiani de ses fonctions et son ascension fulgurante de simple officier ordinaire à l'un des hommes les plus importants de l'armée.

Un décret portant remplacement du Général Mohamed Tomba, qui s'est avéré par la suite erroné, avait circulé Il y a quelques semaines sur les réseaux sociaux. Il y avait aussi de larges rumeurs sur l'intention de Bazoum de réorganiser ses services de sécurité et par conséquent de mettre fin à sa dépendance vis-à-vis du Général Tchiani.

Une décision que le Général semble avoir anticipée, profitant de la dégradation continue de la situation sécuritaire au niveau de plusieurs régions du Niger ainsi que du mécontentement des chefs de l'armée à l'égard du président Bazoum, qui a changé le commandant de l'armée depuis quelques semaines en plus de l'escalade de l'hostilité populaire envers la France, fortement présente sur les plans militaire et économique au Niger ; ce pays souffrant, malgré ses énormes richesses naturelles, d'une situation économique et sociale difficile.

Tchiani s'est concentré lors de sa première apparition publique, sur l'aspect sécuritaire, affirmant que le régime renversé n'avait pas réussi à faire face à la situation sécuritaire et que le discours politique qui circulait sur la stabilité et le contrôle de la situation sécuritaire était sans fondement.

Il s'est engagé aussi à respecter les accords internationaux et les obligations du Niger, remerciant les partenaires pour leur précieux soutien apporté à son pays. Il a tenu par ailleurs, comme il l'a affirmé, l'ancien régime pour

responsable de la détérioration des relations avec le Mali et le Burkina Faso, qui sont particulièrement indispensables pour maintenir la sécurité de la région des trois frontières.

Le premier discours a duré 8 minutes, dont la majeure partie a été consacrée à la situation sécuritaire. Il a brièvement parlé aussi de ce qu'il a appelé la corruption et la mauvaise gouvernance du régime renversé et de la dégradation des services de santé et d'éducation.

""On ne le connaît pas beaucoup en dehors des milieux militaires, il n'a pas de présence publique affichée. C'est un homme de l'ombre, puissant, mais pas une figure très consensuelle", selon l'un de ses connaisseurs.

Il a mis du temps avant d'apparaître à la télévision, parlant des raisons du coup d'État. Il n'était pas sur la première photo, mais était représenté par son adjoint, le colonel Ibro Amadou Bacharou

L'accent sur la photo a porté sur la mise en exergue des différents corps de l'armée et des forces de sécurité. Ainsi étaient présents, le colonel Abdourahmane de l'armée de l'air,

qui avait lu la première déclaration et les communiqués suivants, de même que le Général Mohamed Tumba, des forces terrestres, qui devait succéder à Tchiani aux commandes de la garde présidentielle, en plus du Général Musa Salo Parmo, commandant des forces spéciales, et le général Ahmed Seidian, commandant adjoint de la garde nationale.

Ainsi, on peut dire que nous sommes confrontés à un coup d'État de l'intérieur du régime qui ne changera pas significativement ses alliés traditionnels, contrairement à ce qui s'est passé au Mali et au Burkina Faso, où les chefs militaires subalternes se sont révoltés contre leurs chefs du centre et contre le pouvoir en place, puis ont cherché un incubateur qu'ils ont trouvé plus tard en Russie.

Malgré le soutien de l'armée dans ses différentes formations pour renverser Bazoum, les putschistes nigériens sont exposés aux difficultés et défis suivants :

➔ La sévérité des sanctions attendues par les partenaires régionaux et les alliés internationaux :

Les putschistes feront inévitablement face à un certain nombre de sanctions qui affecteront l'économie du pays et les activités menées par sa population. Ces sanctions exposeront le pays à l'isolement régional, puisque le nouveau président nigérian Bola Tinubu, le président en exercice de la CEDEAO qui vient de sortir d'un sommet extraordinaire, a souligné la nécessité d'affronter résolument toutes les formes de changements anticonstitutionnels et d'activer des mesures pour établir une force conjointe pour affronter le terrorisme et les coups d'État ; ce qui revient à dire que l'organisation exercera certainement une forte pression sur l'armée pour l'empêcher de rester au pouvoir. De même, les partenaires internationaux du Niger, notamment les pays occidentaux alliés à Niamey, apparemment gouvernés par une logique critique face aux régimes illégaux, seront obligés de traiter avec prudence les putschistes. L'Algérie sera la plus importante puissance régionale bénéficiant de l'isolement du Niger, car les sanctions

commerciales et économiques attendues contre le pays donneront à l'Algérie l'occasion de renforcer sa coopération dans ce domaine mais aussi pour ce qui concerne les volets de coopération sécuritaire et militaire entre les deux pays.

➔ **Le brouillage des agendas des militaires et des politiques** : aucune phase de transition n'est exempte d'un brouillage entre l'armée et les forces politiques et civiles. Cette bousculade débute généralement par la formation du Conseil et des instances qui en émanent, qu'il s'agisse du gouvernement et des autres institutions. En effet, chaque fois que l'absorption des forces civiles est grande, plus les tiraillements entre les militaires et les civils se rétrécissent.

Les contours de la feuille de route, ses échéances et les aspirations des militaires à rester au pouvoir sont par ailleurs d'autres facteurs qui constituent un terreau fertile pour la bousculade et la mésentente entre les deux parties.

➔ **Risques croissants pour la sécurité alimentaire du pays** : Le Niger a été confronté à une grave crise de sécurité alimentaire ces dernières années, qui a été atténuée par l'intervention d'organisations humanitaires dans le pays. Cependant, la situation actuelle affectera les mouvements et les efforts de ces organisations, qui reçoivent pour la plupart le soutien et le financement d'organisations et de partis qui rejettent le coup d'État.

III : La position extérieure sur le putsch.

On peut dire que les positions des Nations Unies, des pays occidentaux, de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest "CEDEAO" et de l'Union africaine sur le coup d'État militaire étaient des positions caractérisées par un fort rejet et une forte condamnation, exigeant la libération du président et le retour à l'ordre constitutionnel, alors que la position russe s'est caractérisée par une certaine ambiguïté exprimée dans la déclaration du gouvernement russe, en se contentant de demander la libération du président et de « s'abstenir au recours à la force ainsi qu'à résoudre tous les points litigieux par un dialogue pacifique et constructif », sans évoquer le retour à la vie constitutionnelle.

La position russe actuelle peut être comprise dans deux contextes :

Le premier d'entre eux porte sur le statut du parrain des coups d'État en Afrique, Yevgeny Prigozhin, le chef de "Wagner" dont les autorités sont mécontentes. Prigozhin était toujours à la quête d'opportunités pour souhaiter la

bienvenue des coups d'État en Afrique et offrir un partenariat à leurs cerveaux.

Quant au **deuxième** facteur, il a trait à la coïncidence du putsch avec l'accueil de Moscou d'un sommet africain-russe, au cours duquel de nombreux dirigeants participants avaient condamné le coup d'État. Par conséquent, Moscou était diplomatiquement tenue de s'abstenir à l'heure actuelle de déclarer tout soutien à un coup d'État qui ne corresponde pas à l'humeur des invités du sommet.

La Russie n'est peut-être pas un grand gagnant du coup d'État à l'heure actuelle, mais la vague de soutien dont bénéficie Moscou et dont certains de ses signes sont apparus dans les rangs des partisans du putsch, permettra avec le temps à la Russie de gagner des rôles importants au Niger à la lumière de la prochaine période de transition.

En revanche, les observateurs considèrent que le putsch contre Bazoum constitue un coup porté aux puissances occidentales, qui ont misé sur le Niger comme pays stable. Et qu'il a brisé l'illusion que le Niger est un pays très stable, qui peut être présenté comme un modèle de stabilité pour

d'autres Etats du Sahel. Par conséquent, le retour des coups d'État et leur normalisation dans les pays de la région peuvent être interprétés comme une manifestation du manque de culture démocratique, car les putschs sont le symptôme d'un dysfonctionnement du processus démocratique.

La forte polarisation entre la Russie et le camp occidental dans la région incitera par ailleurs les nouveaux dirigeants à se méfier d'une implication définitive dans l'une des deux voies. En effet, ni la formation des putschistes ni leur maturité ne leur permettront de prendre leurs distances avec la France et ses alliés occidentaux. Ils seront en revanche conscients de l'influence de la Russie dans la région et de la nécessité de s'y adapter, au moment où la Chine sera le plus grand bénéficiaire au plan des intérêts stratégiques et économiques avec le pays.

IV : la Mauritanie et la contagion des crises ?

Le coup d'État au Niger accroît les inquiétudes quant à l'instabilité persistante dans la région, qui est similaire dans de nombreuses caractéristiques politiques, sociales et sécuritaires. Mais l'élément frappant est que la Mauritanie est devenue le seul pays dirigé par un système démocratique élu au sein d'un Groupe des cinq Etats du Sahel, dont elle occupe actuellement la Présidente en exercice, alors que les autres pays sont dirigés par des régimes militaires de transition.

Par conséquent, commercialiser le Groupe des cinq pays du Sahel et parier sur ces Etats pour relever les défis de sécurité et de développement dans la région est devenu quasiment impossible. C'est d'autant plus vrai que les actuels régimes en place font face à des pressions régionales et internationales et ont des agendas et des priorités internes, qui peuvent les empêcher de s'aligner sur l'agenda du pouvoir mauritanien. Les investissements et l'intérêt accordés par les puissances occidentales, considérées

comme l'allié le plus important de Nouakchott, peuvent aussi reculer pour un groupe dirigé par des putschistes décriés.

Le plus grand défi reste de gérer la concurrence internationale sur la Mauritanie, désormais l'unique pays stable de la région. Cette hypothèse a de grandes indications. En effet, un intérêt intrigant accordé par les puissances internationales pour la Mauritanie a été constaté ces derniers temps, dont les signes se reflètent dans les visites sans précédent effectuées par d'officiels occidentaux et de membres de l'OTAN à Nouakchott. Une cadence qui devra sans aucun doute accentuer la vigilance de la Russie envers la Mauritanie dans les prochains jours.

On peut dire enfin que Nouakchott est stratégiquement tenue de se désengager du Groupe des cinq pays du Sahel, dès lors où sa taxe stratégique est devenue très importante à la lumière de l'effondrement de tous ses systèmes, et sa répartition sur des axes internationaux avec des agendas et des intérêts contradictoires dans la région. Ainsi, si la Mauritanie est concernée par la recherche de cadres régionaux pour relever les défis de la région, elle devrait

envisager de s'engager dans de nouvelles initiatives avec des partenaires régionaux plus stables et capables de relever le défi, comme l'Algérie, le Maroc et le Sénégal.

Et après :

Le putsch nigérien n'est pas encore arrivé à son terme, selon les dires de Paris. Quant à Moscou, elle appelle à la retenue, tandis que le groupe de la CEDEAO bat les tambours de guerre, alors que Niamey reste divisé sur elle-même entre partisans et hostiles des coups d'Etat, entre ceux qui brandissent les drapeaux de la Russie, expriment leur soutien au président détenu et impatients de voir ce que la région fera, d'où une région entièrement plongée dans le suspens en attendant une issue, même si ses débuts étaient similaires à d'autres survenues dans les pays voisins. Toutefois, la similitude des débuts ne signifie pas nécessairement des fins identiques, surtout lorsqu'il existe des différences appréciables dans les contextes.



📍 TEVRAGH ZEINA / ZON UNIV N 56

✉ info@essahraa.net – essahraa@gmail.com

☎ TEL 00222 22660622 00222 45250731